ÉTUDE DE CAS JURIDIQUE

Épreuve
de spécialisation

—
A.D. 2013

Concours externe et interne

Documents autorisés :

- ◆ *Code civil*
- ◆ *Code de commerce*
- ◆ *Code administratif*

(DALLOZ ou LEXISNEXIS)

La Banque commerciale du Bourbonnais et du Gévaudan (BCBG) a consenti à la commune de Marnes-la-Coquette un prêt structuré de dix-sept millions d'euros. Conclu le 20 septembre 2009, ce crédit est remboursable sur une période de 13 ans. Il est stipulé un intérêt fixe de 5 % pour la période courant du 20 septembre 2009 au 20 septembre 2012 et un intérêt variable post fixé établi en fonction de l'évolution du cours de change yen/dollar et de l'EURIBOR, pour la période allant du 20 septembre 2012 au 20 septembre 2022.

En septembre 2012, la commune de Marnes-la-Coquette se rend compte que la partie variable du taux d'intérêt a connu une hausse qui lui est particulièrement défavorable, avec une tendance qui a fort peu de chance de s'inverser à court terme. Elle cherche donc tous les moyens possibles pour remettre en cause l'emprunt. La collectivité locale envisage tout d'abord une solution du côté du caractère spéculatif de l'emprunt, qui serait incompatible avec les missions d'intérêt général dont elle est en charge. Mais n'étant pas assurée d'obtenir gain de cause sur ce terrain, elle s'aventure ailleurs et s'aperçoit que le contrat définitif de prêt que son maire a signé ne comporte pas la mention du taux effectif global (TEG). Il apparaît toutefois que ce TEG figure dans les documents préparatoires de l'opération et dans des documents d'information que lui a communiqués la BCBG postérieurement à la conclusion du prêt.

La BCBG connaît par ailleurs quelques difficultés avec M. et Mme Snob, deux de ses clients habituels. Ce couple doit en effet la somme de 1,5 million d'euros à la BCBG, qui peine à la recouvrer. La banque sait que les époux Snob sont associés de la SCI Hyperclass Immo, qui est in bonis. La BCBG envisage d'engager une action oblique contre les époux Snob pour exercer en leur nom leur droit de retrait de la SCI, par application des statuts. Une fois ce retrait consommé, la BCBG pourra se payer sur la valeur des parts des deux époux dans la SCI.

Il se trouve aussi que la SCI Hyperclass Immo a pour gérant M. Sleg, qui exerce cette fonction depuis le 1^{er} janvier 2009. La SCI est aujourd'hui en litige avec la copropriété du 63bis rue des Cévennes à Paris, dont elle est membre. Ce litige a donné lieu à un jugement du 8 février 2013. M. Sleg, en qualité de gérant, a entendu faire appel, mais comme il est sous tutelle depuis le 29 janvier 2013, c'est son tuteur, M. Smart, qui a saisi à sa place la juridiction du second degré. Or M. et Mme Snob, principaux associés de la SCI, estiment que cet appel est irrégulier. De son côté, M. Snob est directeur général de la SA Net Global Tech (NGT), une société anonyme spécialisée dans la commercialisation de modems. La SA NGT vend des modems régis par une directive de la Communauté européenne de 2004. Cependant, un accord conclu dans le cadre de l'OMC en 2006 et ratifié par l'Union européenne comporte des règles relatives aux modems qui ne correspondent pas exactement à celles contenues dans la directive de 2004. Un litige est né entre la SA NGT et un de ses clients au sujet des normes applicables aux modems commercialisés par NGT, plus précisément sur la réglementation applicable à ces appareils au regard du hiatus entre la directive de 2004 et l'accord OMC.

Vous devez répondre, arguments juridiques à l'appui, aux questions suivantes :

- 1. Devant quel tribunal la commune de Marnes-la-Coquette doit-elle porter le litige qui l'oppose à la BCBG ?**
- 2. La commune de Marnes-la-Coquette peut-elle se prévaloir avec succès de l'absence de stipulation du TEG dans l'emprunt litigieux ?**
- 3. La BCBG peut-elle efficacement mettre en œuvre l'action oblique contre les époux Snob ?**
- 4. L'appel interjeté par M. Smart est-il recevable ?**
- 5. Comment se règle le hiatus entre la directive de 2004 et l'accord OMC ?**